

PHILIPPE CHALMIN

Fondateur du Cercle Cyclope, professeur émérite à Paris-Dauphine

J'aimerais vous présenter un point de vue à partir des marchés alimentaires. Depuis le début de la décennie, la situation a été très tendue sur les marchés alimentaires mondiaux. Cela a commencé avant le Covid, et même avant l'Ukraine, avec la hausse spectaculaire des importations chinoises de céréales. En 2021, la Chine importait 50 millions de tonnes de grains, blé, maïs et sorgho. Je me souviens de ce chiffre car c'était exactement le tonnage de céréales que l'URSS importait en 1980, lors de l'embargo contre l'URSS suite à son invasion de l'Afghanistan. C'est une vieille histoire. Et vous vous souvenez sans doute de l'ex-URSS, qui, avec ses importations de 50 millions de tonnes, était le plus grand importateur de céréales au monde. Or à présent, la mer Noire, donc l'ex-URSS, est devenue le plus grand exportateur au monde de blé et de céréales en général. Quant à l'URSS, elle n'existe plus et la Chine est actuellement le plus grand importateur de céréales au monde. Comme vous le voyez, les choses évoluent. Puis il y a eu l'Ukraine, et sous la menace d'un blocage de la mer Noire, les prix ont presque doublé, pour atteindre 500 USD la tonne de blé, entre autres produits, puisque l'Indonésie a notamment souffert de l'embargo sur les exportations de riz décidé par les autorités indiennes.

Que s'est-il passé depuis et où en sommes-nous aujourd'hui ? Je dirais que la situation est en train de se normaliser, car à l'échelle mondiale, les récoltes sont bonnes. Vous avez dû entendre parler de El Niño ou de La Niña. Ces derniers mois, ils n'ont pas eu lieu. Seule la France, malheureusement, a connu de mauvaises récoltes cette année. Pour le reste, les récoltes mondiales ont été excellentes : elles ont dépassé leurs seuils aux États-Unis, au Brésil et en ce moment, dans l'hémisphère sud, en Australie, en Argentine, etc. La Chine est moins présente sur les marchés, détail qui a son importance et, pour finir, l'Inde a eu une très bonne mousson. Les prix sur les marchés alimentaires mondiaux sont donc pratiquement revenus à ce qu'ils étaient avant le Covid et la guerre en Ukraine. Je vous ai dit que le prix de la tonne de blé avait atteint 500 USD autour de mai 2022. Les prix d'aujourd'hui ont baissé de moitié. La Russie essaie d'obtenir un prix minimum de 250 USD par tonne de blé à partir des ports de la mer Noire, sans vraiment y arriver. On a aussi constaté une baisse drastique des prix du maïs, du soja, etc.

Si vous voulez voir un peu d'agitation sur les marchés, il suffit de parler de votre petit-déjeuner puisque, pour des raisons principalement climatiques, les prix ont augmenté pour le café, le cacao, le jus d'orange, ou l'huile d'olive, si vous êtes méditerranéen et que vous en prenez au petit-déjeuner. Je dirais cependant que c'est l'évolution normale du marché et qu'il y a également eu des tensions autour du sucre car nous avons connu trois années de déficits sur le marché mondial du sucre, et de l'huile de palme. Il existe un lien de plus en plus évident entre ces deux facteurs qui expliquent le niveau plutôt élevé du prix du sucre. Vous l'ignorez peut-être, mais l'Inde est le deuxième exportateur mondial de sucre derrière le Brésil. Or cette année,

l'Inde n'exportera pas de sucre car il sera transformé en éthanol. Donc bien sûr, il existe un lien entre alimentation et énergie. La même histoire se répète en Indonésie, où le gouvernement a décidé d'augmenter la part d'huile de palme dans le diesel. L'Indonésie étant le plus grand exportateur d'huile de palme au monde, il y en a moins sur le marché et les prix augmentent.

Les répercussions sont donc évidentes. Mais quelles conclusions tirer des quatre ou cinq dernières années ? Tout d'abord, les pays riches ont pu observer des effets sur l'inflation des produits alimentaires. On devrait d'ailleurs demander son avis à Kamala Harris sur l'inflation alimentaire aux États-Unis. Il faut également souligner que la part des produits agricoles dans les produits alimentaires finaux est très faible, en particulier dans les pays développés, mais aussi dans les pays émergents. Ainsi, les prix agricoles sont nettement différents des prix alimentaires. La part du blé dans le prix de notre chère baguette de pain française n'est que d'environ 8 %, pas plus. C'est bien moins que le coût de l'énergie et du travail du boulanger. L'effet sur les pays pauvres s'est clairement fait sentir en termes de pauvreté alimentaire. Les pays qui ont finalement réussi à la limiter sont ceux qui, en plus d'une politique agricole, ont également une politique alimentaire. C'est pourquoi, par exemple, en Inde, 46 % des subventions agricoles sont consacrées à la consommation. Aux États-Unis, 55 % du budget agricole américain est consacré aux bons alimentaires, alors qu'en Afrique, ce chiffre est nul. Je dirais que c'est là que se situe la grande différence, le problème entre la politique agricole et la politique alimentaire. Un autre aspect intéressant, en termes de géopolitique, est que nous voyons de nouveau la nourriture être utilisée comme arme. Je vous ai parlé de l'embargo américain de 1980, mais cette année, la Russie a fait des dons de blé à certains pays africains, très bien choisis, qui ont plus ou moins soutenu l'agression de la Russie contre l'Ukraine. L'utilisation de la nourriture comme arme, qui avait presque disparu, revient donc à présent. À ce sujet, l'année prochaine, nous devrions voir la Chine augmenter les droits de douane sur les denrées alimentaires importées des États-Unis. Les achats de soja par les entreprises chinoises aux États-Unis ont explosé avant la fin de l'année, c'est-à-dire avant le 20 janvier et l'arrivée de Donald Trump.

Je conclurai en disant que la production agricole mondiale ne me semble pas vraiment un problème, car le monde produit suffisamment de produits agricoles pour satisfaire les besoins humains. Je suis assez confiant. Lorsque nous étions plus jeunes, Jean-Michel, Joseph Klatzmann avait publié en France un livre intitulé *Nourrir dix milliards d'hommes*. Je crois que c'est un objectif réaliste. Le vrai problème n'est pas là, c'est un problème de pauvreté, et je crains que le commerce ne soit pas vraiment la solution. À mon avis l'autosuffisance devrait être un problème. Lorsque j'écoute notre ami de Rome, il se peut qu'il y ait un problème sur certains marchés certaines années en raison du climat, etc. Mais dans l'ensemble, je crois que la grande question est la pauvreté alimentaire et qu'elle peut être évitée grâce à des politiques agricoles et alimentaires. Je rêve parfois non pas du système très complexe d'assurance, etc., que la FAO adore, mais de celui qui semble assez simple, que nous avons en Europe avec la Politique agricole commune. Cette politique a été un succès : elle a permis à l'Europe de devenir non seulement autosuffisante, mais aussi exportatrice. Je rêve parfois d'une politique équivalente dans de nombreux pays africains, notamment, mais au bout du compte, je n'ai pas de réponse à la question de savoir qui pourrait la financer.